

BANQUE DU CANADA

Bank of Canada

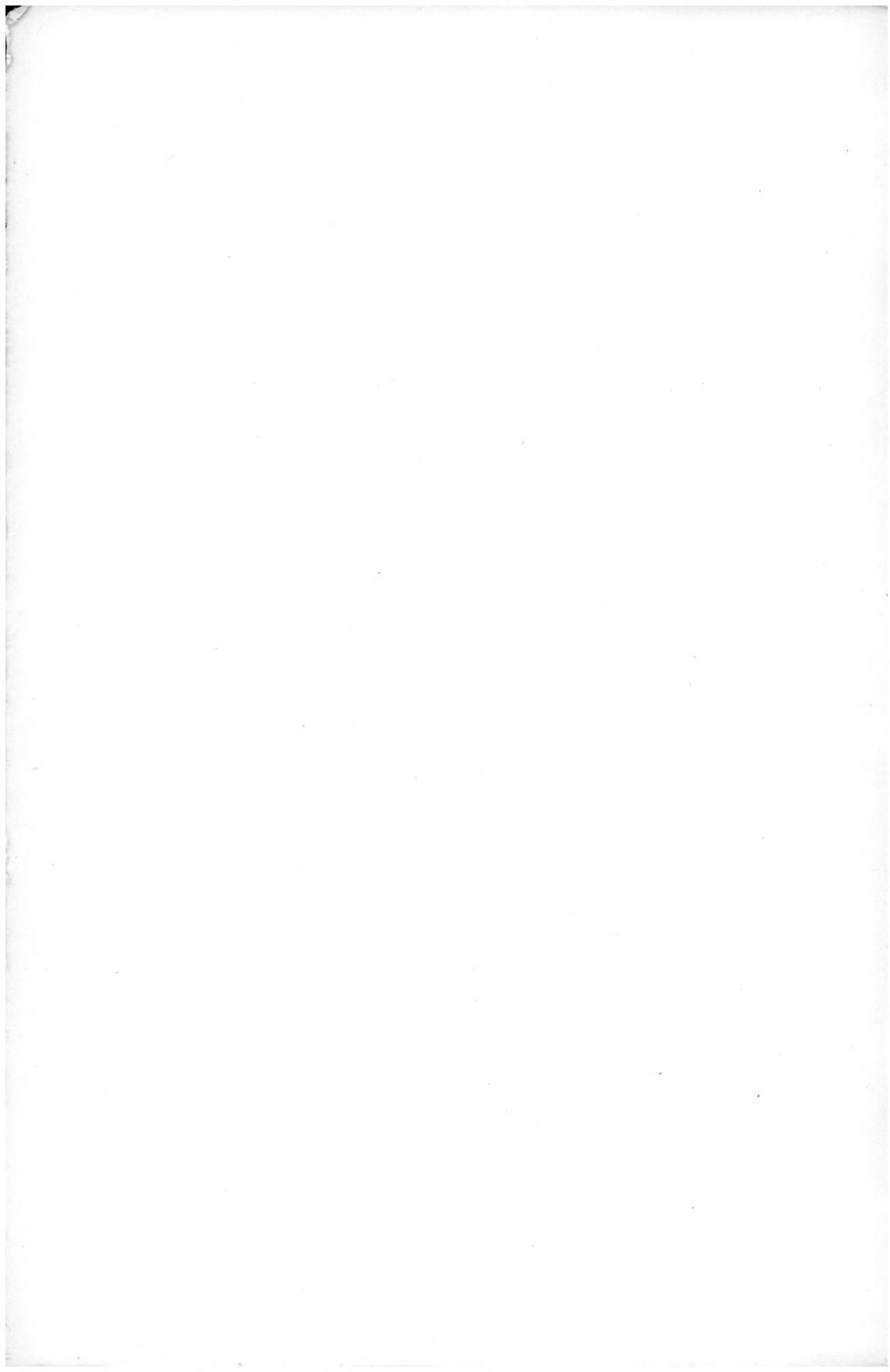
11

RAPPORT ANNUEL AU
MINISTRE DES FINANCES
ET
RELEVÉ DES COMPTES

1942

LE 9 FÉVRIER 1943

HG
2706
AD
1942



BANQUE DU CANADA

ÉTABLIE EN 1934 EN VERTU DE LA LOI SUR LA
BANQUE DU CANADA

SIÈGE SOCIAL—OTTAWA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

G.-F. TOWERS
Gouverneur

D. GORDON
Sous-gouverneur

E.-G. BAKER	TORONTO, ONT.
W.-D. BLACK <i>Membre du Comité de direction</i>	HAMILTON, ONT.
G.-G. COOTE	NANTON, ALTA.
J.-L. HOLMAN	SUMMERSIDE, I.P.-E.
F. MAGEE	PORT ELGIN, N.-B.
W.-K. MCKEAN	HALIFAX, N.-É.
A.-STEWART McNICHOLS	MONTRÉAL, QUÉ.
A.-C. PICARD	QUÉBEC, QUÉ.
E.-J. TARR	WINNIPEG, MAN.
A.-C. TAYLOR	VANCOUVER, C.-B.
R.-A. WRIGHT	DRINKWATER, SASK.

Membre à titre d'office:

W.-C. CLARK
Sous-ministre des Finances

OTTAWA, ONT.

DIRECTION

G.-F. TOWERS
Gouverneur

D. GORDON
Sous-gouverneur

L.-P. SAINT-AMOUR
Sous-gouverneur adjoint

K.-A. HENDERSON
Conseiller en valeurs

SECRETARIAT

D.-G. MARBLE
Secrétaire

L.-P.-J. ROY
Sous-secrétaire

SERVICE DU CHANGE ÉTRANGER

SERVICE DE LA MONNAIE

S. TURK
Chef

C.-E. CAMPBELL
Chef

W.-A. CAMERON
Sous-chef

J.-P. MELVIN
Sous-chef

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES

DÉPARTEMENT DES VALEURS

D.-A. SKELTON
Chef

W.-B. WATSON
Chef

J.-R. BEATTIE
Sous-chef

W.-H. BUDDEN
Sous-chef

COMPTABILITÉ

J.-W. GRANT
Représentant à Toronto

H.-R. EXTENCE
Comptable en chef

C. DE V. WELSFORD
Représentant à Montréal

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

M.-G. ANDERSON
Chef

VÉRIFICATION

F.-M. PETERS
Sous-chef

E. FRICKER
Vérificateur

AGENCES

CALGARY, ALTA.	J. PARRY	AGENT
CHARLOTTETOWN I.P.-E.	D.-A. MACKINNON	"
HALIFAX, N.-É.	P.-B. WOOSTER	"
MONTRÉAL, QUÉ.	J.-H.-C. DESMARAIS	"
OTTAWA, ONT.	E. METCALFE	AGENT PAR INTÉRIM
RÉGINA, SASK.	G.-A. IVEY	AGENT
SAINT-JEAN, N.-B.	E.-H. CAMERON	"
TORONTO, ONT.	K. FREDERICKSON	"
VANCOUVER, C.-B.	S.-A. STADEN	"
WINNIPEG, MAN.	W. MORTON	"

BANQUE DU CANADA

Ottawa, le 9 février 1943.

L'honorable J.-L. Ilsley,
Ministre des Finances,
Ottawa.

Monsieur le Ministre,

En conformité des dispositions de la *Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada*, je vous envoie ci-joint, en double, un relevé des comptes de la Banque pour l'exercice financier 1942, signé par le gouverneur et par le comptable en chef, et certifié par les vérificateurs, en la forme prescrite par les statuts de la Banque.

Les changements importants durant l'année aux postes de l'actif et du passif sont indiqués au tableau suivant, qui montre l'effet de ces changements sur les réserves des banques à charte.

<u>Année civile 1942</u>	Diminution des réserves des banques à charte	Augmentation des réserves des banques à charte
	(Millions de dollars)	
Diminution de nos soldes en livres sterling et en dollars des Etats-Unis d'Amérique	200.4	
Augmentation de nos placements dans les titres des gouvernements fédéral et provinciaux		407.9
Autres diminutions à l'actif	2.2	
Augmentation du fonds de réserve	.9	
Augmentation des billets entre les mains du public (circulation active)	192.9	
Diminution des dépôts du gouvernement fédéral		18.0

BANQUE DU CANADA

<u>Année civile 1942</u>	Diminution des réserves des banques à charte	Augmentation des réserves des banques à charte
	(Millions de dollars)	
Augmentation des autres dépôts	13.1	
Diminution au poste "Tout autre passif"		16.1
	409.5	442.0
Moins		409.5
Augmentation des réserves des banques à charte		32.5

BILLETS EN CIRCULATION

Au 31 décembre dernier, le montant des billets de la Banque du Canada en circulation était de \$693,617,931, une augmentation de \$197,661,699 sur l'année précédente. De ce montant les banques à charte détenaient \$121.1 millions et le public \$572.5 millions. Le montant des billets de la Banque du Canada et des banques à charte entre les mains du public à la fin de chacune des cinq dernières années a été comme suit:

	(Millions de dollars)				
<u>31 décembre</u>	<u>1938</u>	<u>1939</u>	<u>1940</u>	<u>1941</u>	<u>1942</u>
Billets de la Banque du Canada	118.4	162.2	261.6	379.6	572.5
Billets des banques à charte	88.3	84.6	79.8	70.6	60.3
TOTAL	206.7	246.8	341.4	450.2	632.8

Dans les rapports annuels précédents, j'ai mentionné divers facteurs qui expliquent l'augmentation considérable et continue du montant de billets entre les mains du public. En général, cette expansion résulte du fait qu'il y a depuis le début de la guerre de plus en plus de travail et un accroisse-

ment correspondant de revenus. La plus forte partie de l'augmentation s'est produite dans les services armés et l'industrie, où une très grande proportion des intéressés reçoivent ou convertissent leur revenu en espèces.

RÉSERVES

Dans le rapport annuel de 1942, je mentionnais le fait que la Commission de contrôle du change étranger avait trouvé nécessaire au cours de la dernière partie de 1941 de vendre du sterling à la Banque du Canada, s'engageant à le racheter. Cette acquisition de sterling par la Banque s'est continuée au cours du premier trimestre de 1942 et le montant ainsi détenu atteignit le 25 mars un total de \$474 millions. Après la mise en vigueur le 27 mars 1942 de la *Loi sur les crédits de guerre (financement du Royaume-Uni)*, la Commission de contrôle du change étranger racheta le sterling détenu par la Banque du Canada et le vendit à l'Etat. Ceci se fit en deux opérations principales. A la fin de mars, le Gouvernement employa au rachat de sterling une partie du produit du deuxième emprunt de la Victoire et en juin le Gouvernement vendit à la Banque du Canada des valeurs à court terme au montant de \$193 millions pour obtenir des fonds aux mêmes fins. Le total au poste "Sterling et dollars des Etats-Unis d'Amérique" à notre bilan au 31 décembre dernier est de \$499,192.

PLACEMENTS

Le 31 décembre dernier, nos placements en titres des gouvernements fédéral et provinciaux étaient de \$1,016,400,722, une augmentation de \$407,928,857 au cours de l'année. La totalité de cette augmentation est dans la catégorie des valeurs échéant en moins de deux ans. En janvier et février 1942, la Banque vendit aux banques à charte des valeurs de l'Etat à court terme au montant d'environ \$175 millions, afin de prévenir l'augmentation qui sans cela se serait produite dans les réserves des banques à charte en

raison de l'augmentation à cette époque dans le montant de sterling que nous détenions et dont j'ai déjà fait mention. Au début de mars, ces valeurs furent rachetées des banques à charte afin de neutraliser l'effet sur leurs réserves du transfert de soldes de l'Etat à la Banque du Canada jusqu'à l'achat de sterling par le Gouvernement. Le 2 juin la Banque acheta du Gouvernement des valeurs à court terme au montant de \$192,831,000 et l'Etat se servit du produit pour acheter du sterling, comme je l'ai mentionné à l'article précédent.

Dans le dernier semestre de 1942, les dépôts canadiens dans les banques à charte ont augmenté à cause des besoins financiers de l'Etat dont je parlerai plus loin. Durant cette période nous avons acheté un montant considérable de valeurs dans le marché afin de maintenir le rapport ordinaire de la réserve des banques à leur passif-dépôts.

Prenant pour base les chiffres du mercredi publiés dans notre bilan hebdomadaire, la moyenne du total des placements fut de \$165 millions de plus en 1942 qu'en 1941.

PROFITS ET PERTES

Les bénéfices nets de nos opérations en 1942, provision faite pour éventualités et réserves, s'établissaient à \$9,097,478.25. Après le paiement d'un dividende de \$225,000 sur le capital-actions détenu par le ministre des Finances il restait \$8,872,478.25 à rapprocher de \$5,588,385.80 en 1941. L'augmentation doit être attribuée surtout au montant moyen plus élevé de valeurs en portefeuille, dont j'ai déjà parlé.

L'article 31 (b) de la *Loi sur la Banque du Canada* stipule qu'un dixième du surplus constaté provenant des opérations de la Banque doit être alloué au fonds de réserve, et le reliquat payé au receveur général et mis au crédit du Fonds du revenu consolidé. En conformité de ces dispositions, un montant de \$887,247.82 des profits disponibles à distribuer fut ajouté au fonds de réserve et le solde de \$7,985,230.43 versé au gouvernement du Dominion.

IMMEUBLES

Dans mon rapport l'an dernier je mentionnais que nous avions jugé devoir entreprendre la construction d'un bâtiment à l'épreuve du feu pour loger la Section de l'épargne en temps de guerre, à qui sont dévolus l'émission et le rachat des certificats d'épargne de guerre. Notre personnel s'est installé dans ce nouveau local, avenue King-Edward, à Ottawa, au mois d'octobre dernier. Je trouve que nous devons aux architectes et entrepreneurs des félicitations d'avoir produit, à prix raisonnable, un bâtiment de style simple et agréable qui convient bien à nos fins.

PERSONNEL

Sans compter les employés qui sont en congé au service des forces armées, le personnel de la Banque était au nombre de 1180 le 31 décembre 1942, une augmentation de 81 sur l'année. Le 1er janvier 1942, 115 employés temporaires prêtés au Comité de l'épargne en temps de guerre furent absorbés par le Comité national des finances de guerre. Cette diminution fut plus que compensée par l'addition nette de 170 employés au personnel de la Section de l'épargne en temps de guerre et de 26 à celui d'autres départements et agences de la Banque. Presque tout le nouveau personnel est féminin, et il est intéressant de constater que le nombre des employés masculins est maintenant réduit à 13.8 pour cent du total.

L'augmentation de la dette publique par la vente de nouvelles obligations de la Victoire et de certificats d'épargne de guerre, l'augmentation dans le montant des billets en circulation, et du travail spécial causé par la guerre ont ajouté très considérablement à l'activité de la Banque. Nous avons réussi à satisfaire à tous les besoins grâce au dévouement qu'ont apporté les fonctionnaires supérieurs à former de nouveaux employés tout en s'acquittant de leurs propres tâches devenues plus lourdes, et à l'excellente façon dont le personnel féminin placé à des postes de confiance a rempli

ces fonctions. Je désire consigner ici mon appréciation sincère de la coopération intelligente et désintéressée de tous les membres du personnel.

LE TAUX DE LA BANQUE

Notre taux d'escompte est demeuré le même toute l'année à 2 ½ pour cent. Après l'émission des deuxième et troisième emprunts de la Victoire, quelques banques ont eu besoin de crédit, mais la somme de ces emprunts fut relativement petite.

LES MARCHÉS DE VALEURS MOBILIÈRES

Deux grandes émissions de valeurs offertes au public marquent l'année. Les souscriptions au comptant au deuxième emprunt de la Victoire émis en février et mars furent de \$843 millions et 1,681,267 souscripteurs y participèrent. Le troisième emprunt de la Victoire émis en octobre et novembre rapporta \$992 millions en souscriptions au comptant, provenant de 2,041,610 souscripteurs. Ces chiffres indiquent en quelle large mesure ces emprunts ont obtenu l'appui du public; les besoins d'emprunt du Gouvernement ayant augmenté, il faudra une participation publique encore plus grande en 1943.

Notre estimé des montants nets des émissions nouvelles d'obligations en 1942 est indiqué en appendice. Le montant net des nouveaux emprunts du public canadien par l'État a encore atteint un niveau sans précédent en raison des dépenses de guerre plus élevées. Dans l'ensemble, les gouvernements provinciaux, les municipalités et les corporations ont continué d'effectuer une réduction nette de leur dette garantie par obligations.

Quoique le marché canadien des obligations ait continué d'absorber un fort montant d'argent frais au cours de l'année, le prix des titres de premier ordre est resté ferme et s'est même apprécié d'une fraction de point dans quelques cas.

Durant cette période, aux Etats-Unis et dans le Royaume-Uni les titres à long terme des gouvernements sont demeurés relativement inchangés.

L'EXPANSION DU CRÉDIT

Au cours de 1942, les dépôts canadiens dans les banques à charte ont augmenté de \$499 millions; de plus le montant total des billets en circulation active s'est élevé de \$183 millions. L'expansion globale en dépôts dans les banques et en billets fut donc de \$682 millions durant l'année.

Les exigences de la guerre ont exercé une telle pression sur nos ressources humaines et matérielles qu'il n'a pas été nécessaire ou opportun depuis quelque temps d'activer notre économie par l'expansion monétaire. Mais les dépenses de l'Etat pour la guerre ont monté plus rapidement que les recettes très considérablement augmentées provenant de l'impôt et des ventes de valeurs au public, et il a donc fallu emprunter le reste du système bancaire. L'augmentation dans le portefeuille de titres des banques a été plus forte que celle du volume d'argent, ce qui démontre qu'au cours de l'an passé l'expansion monétaire a été liée aux besoins du fisc.

Le montant des titres des gouvernements fédéral et provinciaux détenus par les banques à charte s'est élevé en 1942 de \$485 millions. La majeure partie de cette augmentation est due à la vente aux banques par l'Etat de certificats de dépôt, inaugurée la dernière semaine de juillet et continuée chaque semaine en divers montants jusqu'à l'entrée des premières recettes du troisième emprunt de la Victoire en octobre. Le montant des certificats de dépôt en cours était alors de \$645 millions mais l'Etat s'entendit plus tard avec les banques pour en reprendre un montant de \$205 millions en novembre, ce qui réduit à \$440 millions le montant en cours actuellement. Les certificats de dépôt furent émis pour un terme de six mois au taux de trois quarts de un pour cent par année.

DIVERS

Au cours des derniers quatre ans les dépenses totales des gouvernements (y compris ceux des provinces et municipalités) ont augmenté d'environ \$1 milliard par année à environ \$5 milliards par année. Simultanément le chômage est pratiquement disparu et la valeur totale des marchandises et services produits au Canada est passée d'environ \$5 milliards par année à plus de \$9 milliards. Même en tenant compte d'une augmentation globale des prix de, disons, 20 pour cent, les chiffres indiquent que le volume de la production a pris une expansion énorme qui se continue encore.

Au commencement de cette période nous n'utilisions pas toutes nos capacités de production et les dépenses de guerre croissantes n'entraînèrent pas d'abord de diminution nette dans le volume des choses que pouvaient acheter les civils. En effet, la production (et la consommation) de ces choses s'est accrue quelque peu pour répondre à une plus grande demande de la part de ceux dont les revenus augmentaient du fait des dépenses de la guerre. Dans l'emploi et, à un degré moindre, dans le standard de vie, le contraste avec les années de dépression avant la guerre fut frappant. Dans les phases subséquentes, naturellement, les dépenses de guerre ont augmenté plus rapidement que la production nationale et par conséquent les standards de vie moyens baissent. Mais l'expérience des derniers quatre ans démontre que les dépenses de guerre de l'État sur une assez grande échelle peuvent amener l'embauchage intégral.

Ces développements ont sans doute fait une impression profonde dans l'idée du public. On peut être porté à conclure que pour empêcher une dépression en temps de paix il s'agirait tout simplement de maintenir à un niveau suffisant les dépenses du Gouvernement pour d'autres fins. Cette conclusion ne tient pas assez compte des autres conditions importantes qui ont existé pendant la période de guerre.

Le besoin de marchandises et services de guerre a d'un commun accord subordonné tout autre intérêt. Le public a consenti tous les sacrifices nécessaires dans le but d'obtenir le maximum de production pour fins militaires. Les particuliers ont travaillé, ont endossé le fardeau des impôts et ont accepté des limitations imposées à leur liberté en tant que producteurs et consommateurs à un point qu'on eût considéré inconcevable avant la guerre. Il était nécessaire et important que le Gouvernement consentît à dépenser les sommes d'argent requises par le programme de la guerre, mais ce qui importait bien davantage c'est l'unité nationale dans la détermination qui a produit des résultats économiques si remarquables en ces quatre dernières années.

La guerre terminée, la force d'impulsion actuelle vers le maximum d'emploi et de production disparaîtra. Pour maintenir l'embauchage intégral en temps de paix il faudra substituer d'autres objectifs à la volonté de gagner la guerre. D'une façon générale, on devrait viser à relever le standard de vie et à participer à l'établissement d'une économie mondiale qui fera disparaître les menaces d'une autre guerre. Cependant la mise en oeuvre d'un vaste plan d'ensemble exige au préalable une considération concrète et détaillée et l'approbation des mesures spécifiques nécessaires à son exécution. Pour atteindre à ces objectifs en temps de paix, une politique financière et économique appropriée peut jouer un rôle important. Mais, à mon sens, le succès exigera que le public donne à ces objectifs le même large concours qu'il apporte à nos efforts pour gagner la guerre.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le gouverneur,

G.-F. TOWERS.

BANQUE DU CANADA

MONTANTS NETS ESTIMATIFS
EMISSIONS NOUVELLES OU REMBOURSEMENTS
D'OBLIGATIONS

(Valeur au pair en millions de dollars canadiens)

Année	Dominion et Chemins de fer nationaux du Canada (1)	Provinces	Corporations privées	Total (2)
PAYABLES AU CANADA SEULEMENT				
1936	125	66	183	374
1937	25	82	75	182
1938	91	60	31	182
1939	74	52	96	222
1940	434	74	21	487
1941	731	3	30	698
1942	1,830	3	5	1,822
PAYABLES A L'ETRANGER SEULEMENT OU AU CHOIX				
1936	39	27	139	205
1937	14	24	87	125
1938	21	11	45	77
1939	96	29	127	194
1940	156	15	34	205
1941	183	18	26	227
1942	290	42	48	380

(1) Comprend les certificats d'épargne de guerre mais ne tient pas compte des bons du Trésor, des certificats de dépôt ou des émissions à court terme du gouvernement du Dominion qui furent vendus aux banques et dont le montant en cours a augmenté de (en millions de dollars) 57, 0, 5, 200, 325*, 290 et 633** respectivement durant les années 1936 à 1942.

* \$250 millions d'obligations 1%, à 1 an, et \$75 millions de bons du Trésor émis à la Banque du Canada relativement à l'*Ordonnance sur l'acquisition de la devise étrangère* du 30 avril 1940.

** Comprend \$193 millions vendus à la Banque du Canada et dont la Commission de contrôle du change étranger employa le produit pour racheter le sterling vendu à la Banque du Canada en 1941.

(2) Les renseignements disponibles au sujet des émissions et des remboursements de municipalités et d'institutions religieuses n'étaient pas assez complets pour justifier qu'on inclue ces catégories d'obligations dans le tableau. Toutefois, la réduction nette de la dette municipale garantie par obligations moins les fonds d'amortissement a été (en millions de dollars) d'environ 25, 30, 39, 30, 47 et 45 respectivement durant les années 1937 à 1942.

BANQUE DU

BILAN

Arrêté au 31

PASSIF

CAPITAL :

Autorisé, 100,000 actions, valeur
au pair de \$50 chacune . . . \$ 5,000,000.00

Emis et versé \$ 5,000,000.00

FONDS DE RÉSERVE 6,472,952.97

BILLETS EN CIRCULATION 693,617,931.36

DÉPÔTS :

Gouvernement fédéral . . . \$ 59,617,502.50

Banques à charte 259,939,055.97

Autres 19,070,677.48 338,627,235.95

DIVIDENDE DÉCLARÉ :

Payable le 2 janvier 1943 . . . 112,500.00

TOUT AUTRE PASSIF 4,380,593.82

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons examiné le bilan ci-dessus de la Banque du Canada, arrêté au 31 décembre 1942, et avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés. Nous faisons rapport que, dans notre opinion, ce bilan est établi de façon à exposer véritablement et fidèlement la situation financière de la Banque à cette date, au meilleur de notre connaissance, suivant les explications qui nous ont été données et telle qu'indiquée aux livres de la Banque.

G.-T. CLARKSON, F.C.A.
de la firme Clarkson, Gordon,
Dilworth & Nash.

MAURICE CHARTRÉ, C.A.,
de la firme Chartré, Samson & Cie.

Ottawa, Canada ce 26 janvier 1943.

\$1,048,211,214.10

CANADA

décembre 1942

ACTIF

RÉSERVE—au cours actuel:

Sterling et dollars des États-
Unis d'Amérique \$ 499,191.73

MONNAIES DIVISIONNAIRES 55,547.24

AVANCES AUX BANQUES D'ÉPARGNE
ET A CHARTE 1,250,000.00

PLACEMENTS—ne dépassant pas la
valeur courante:

Titres à court terme des gou-
vernements fédéral et provin-
ciaux, y compris titres garan-
tis par le gouvernement
fédéral \$807,227,340.51

Autres titres des gouvernements
fédéral et provinciaux, y
compris titres garantis par le
gouvernement fédéral . . . 209,173,381.67 1,016,400,722.18

IMMEUBLES DE LA BANQUE:

Terrain, bâtiments et mobilier
au prix coûtant moins les
amortissements 2,108,475.99

TOUT AUTRE ACTIF 27,897,276.96

\$1,048,211,214.10

Le gouverneur,
G.-F. TOWERS

Le comptable en chef,
H.-R. EXTENCE

BANQUE DU CANADA

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Pour l'année terminée le 31 décembre 1942

PROFITS POUR L'ANNÉE TERMINEE LE 31
DÉCEMBRE 1942, déductions faites
des provisions pour éventualités
et réserves \$9,097,478.25

RÉPARTIS COMME SUIV :

Dividendes pour l'année terminée
le 31 décembre 1942, au taux de
4½% l'an
No 16, payé le 2 juillet 1942 . . \$ 112,500.00
No 17, payable le 2 janvier 1943 112,500.00 225,000.00

SOLDE \$8,872,478.25

VIREMENT AU FONDS DE RÉSERVE . . . \$ 887,247.82

VERSÉ AU RECEVEUR GÉNÉRAL DU CAN-
ADA POUR CRÉDIT AU FONDS
CONSOLIDÉ DU REVENU 7,985,230.43 \$8,872,478.25

FONDS DE RÉSERVE

SOLDE LE 31 DÉCEMBRE 1941 \$5,585,705.15
MONTANT VIRÉ DU COMPTE DE PROFITS
ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1942 887,247.82
SOLDE LE 31 DÉCEMBRE 1942 \$6,472,952.97

